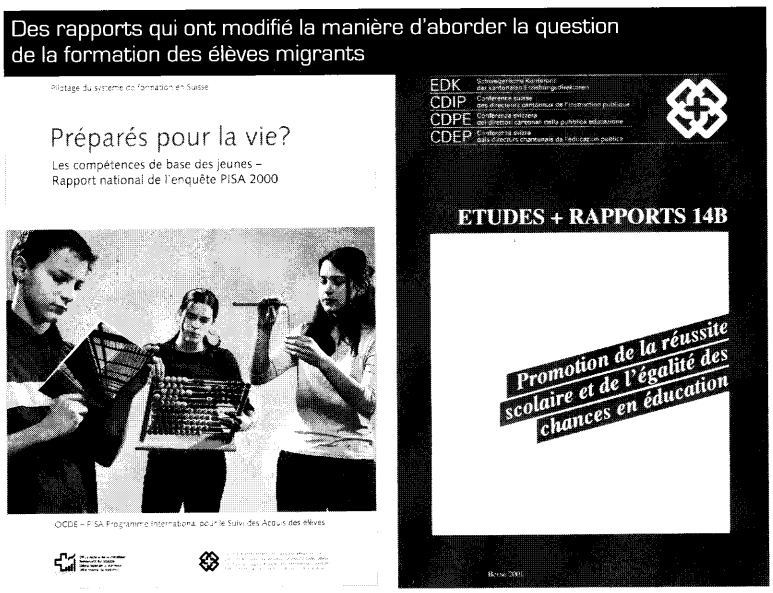
Nicolet, Michel. (2008). Les élèves migrants à l'école : quelles voies pour une nouvelle approche?. Educateur, 4, 27-30

Dr Michel Nicolet, coordinateur de la revue Interdialogos

Des rapports qui ont modifié la manière d'aborder la question de la formation des élèves migrants



Les élèves migrants à l'école

Quelles voies pour une nouvelle approche?

La présence dans nos écoles d'élèves d'origines culturelles diverses et maîtrisant souvent mal le français est souvent perçue comme une source de difficultés. La faible maîtrise de la langue locale apparaît comme le facteur primordial d'échec scolaire et d'exclusion sociale, conduisant à une focalisation sur des mesures de soutien à l'apprentissage du français. Cependant, de nombreux projets menés en Suisse durant ces dix dernières années ont montré la nécessité d'agir plus globalement en partant notamment de l'établissement scolaire et de ses principaux partenaires.

Lancé à Zurich en 1996, le projet QUIMS (Qualität in multikulturellen Schulen) a marqué une étape importante de la réflexion et de l'action en Suisse. Il peut être résumé au travers des trois principes suivants: l'établissement scolaire représente le lieu à partir duquel penser l'action et l'intervention; la recherche de solutions passe par la mobilisation de ressources spécifiques; face à l'hétérogénéité sociale, culturelle

© Gianni Ghiringhelli

Reconnaître la langue d'origine des enfants migrants? Une nécessité!

et linguistique de certaines classes et écoles, la solution ne réside ni dans la ségrégation des élèves ni dans le déni de cette réalité, mais bien dans la mise en place d'une démarche de formation des enseignants et de développement organisationnel des établissements scolaires afin d'y répondre de façon adéquate. S'inspirant du modèle des ZEP (Zones d'éducation prioritaires) mis en place en 1981 en France afin de lutter contre les inégalités sociales (ou des systèmes similaires instaurés en Grande-Bretagne), le projet QUIMS s'est donné pour objectif d'encourager les établissements scolaires à définir leurs propres besoins et à rechercher leurs solutions afin de garantir un niveau de performances comparable aux écoles accueillant un fort taux d'élèves migrants (écoles multiculturelles). Le projet QUIMS est ouvert aux établissements dont plus de la moitié des élèves sont d'origine étrangère (actuellement, le critère d'entrée combine proportions d'élèves d'origine étrangère et d'élèves allophones fréquentant l'établissement). De deux écoles au départ, le nombre s'est élargi à une quinzaine d'écoles dès 2002. Dès 2006, le dispositif QUIMS est intégré à la nouvelle loi scolaire. Les établissements participant au projet bénéficient de ressources financières supplémentaires afin de mener à bien un projet collectif élaboré à partir d'une réflexion engagée au sein de l'équipe enseignante sur les pratiques et sur la manière dont l'organisation de l'établissement peut évoluer afin de répondre aux questions posées. Une partie de ces ressources est mise à profit pour l'organisation de formations continues internes à l'établissement. Une autre partie permet de favoriser l'engagement de personnes en vue de mener à bien des objectifs particuliers.

Sur le modèle de QUIMS s'est mis en place en 2006 le projet SIMS (*Sprachförderung in mehrsprachigen Schulen*) à l'échelon des cantons membres de la région du Nord-Ouest (NW EDK). Ce projet réunit actuellement une vingtaine d'établissements, constitués en réseau, qui bénéficient d'un soutien actif en termes de formation continue et d'encadrement de la part de la HEP de Zurich. Chaque école est appelée à définir une thématique en lien avec la promotion de la langue de scolarisation.

Une démarche comparable a été lancée en 2007 par le Département de l'instruction publique du canton de Genève par la création, après une phase pilote d'une année, d'un réseau d'enseignement prioritaire (REP) sur le modèle des ZEP. Ce projet vise à encourager la qualité dans les écoles des quartiers populaires à forte population immigrée au travers de la promotion des apprentissages scolaires et d'une meilleure coordination des actions entre l'école, les professionnels de l'Office de la jeunesse, les associations et les autorités communales. Actuellement, sept établissements primaires répondant à des critères où interviennent l'origine sociale des familles et la proportion d'élèves allophones participent à ce projet. Les équipes enseignantes doivent également s'engager à mener à bien le projet durant trois années.

D'autres projets sont menés à Genève depuis de nombreuses années dans les degrés enfantin et primaire dans le but de favoriser une reconnaissance des langues d'origine des élèves à l'école et de leur apporter un soutien. Le projet EOL consiste, pour l'essentiel, à proposer des activités d'immersion à l'ensemble des élèves dans l'une ou l'autre langue de la migration en s'appuyant sur les enseignants de cours de langue et de culture d'origine (CLCO). Il concernait en 2006/07 21 écoles. Dans le projet «Intégration», les enseignants de classes régulières et certains enseignants de CLCO collaborent à des activités en lien avec la lecture (cf. E. Zurbriggen, Interdialogos, 2/2002). Le projet *Sacs d'histoires*, inspiré d'une expérience réalisée à Montréal (cf. Chr. Perregaux, Interdialogos, 1/2006), vise à créer des ponts entre apprentissage de la langue de scolarisation et la langue d'origine en s'appuyant sur les parents comme relais et partenaires incontournables.

Les actions entreprises dans le canton de Bâle-Ville dans le domaine scolaire sont aussi nombreuses que diverses; elles s'inscrivent à l'intérieur du *Concept cantonal d'intégration* (adopté par le Grand Conseil en 1999) et du *Concept général des langues pour l'école* (de 2003) dont la portée ne se limite pas aux seuls élèves allophones, mais envisage l'ensemble des questions en lien avec l'enseignement et l'apprentissage des langues à l'école dans une perspective plurilingue. Une partie des projets sont orientés vers des préoccupations d'intégration (citons par exemple la

reconnaissance des CLCO, donnés dans plus de 30 langues – et la mise sur pied à large échelle de cours d'allemand pour les mères dans le cadre des établissements enfantins et primaires) alors que d'autres sont davantage tournés vers la question de la promotion des compétences en langue de scolarisation.
Dans le canton de Vaud, divers projets d'établissement ont été menés ces dernières années. Nous retiendrons une expérience qui a eu pour cadre quatre classes de 5e année secondaire d'un établissement de la banlieue lausannoise en 2004/05 et s'est poursuivie partiellement en 2005/06. Lancée sur l'initiative du Département de la formation et de la jeunesse, elle avait pour objectif d'apporter un soutien et une reconnaissance à la langue d'origine des élèves provenant de trois groupes linguistiques majoritaires dans les classes concernées grâce à l'intégration des cours de langue et de culture d'origine à la grille horaire (à raison d'une période prise sur le français); le projet visait également à favoriser une meilleure intégration des ELCO (enseignants de langue et de culture d'origine) à l'établissement scolaire et à l'enseignement régulier grâce à la participation à des activités EOLE (Education et ouverture aux langues à l'école) et à un appui régulier donné en classe de maths et en français.

Quels enseignements en tirer?

Les divers projets que nous venons brièvement d'évoquer nous permettent de dégager un certain nombre de points forts concernant la manière de faire face à la problématique de la formation des élèves migrants. Nous mettrons l'accent sur deux d'entre eux: le partenariat avec les parents et l'intégration des CLCO.

Le partenariat avec les parents

La plupart des projets accordent une importance particulière aux relations avec les parents, soit en cherchant, par l'entremise de médiateurs, à favoriser les contacts entre eux et les enseignants, comme c'est le cas dans le projet bâlois *Sprach- und Kulturbrücke* où des enseignants bilingues (généralement des ELCO) assurent ce rôle dans le cadre de rencontres de parents (c'est le cas également dans le projet vaudois), soit en apportant un soutien au travail éducatif des parents. A Genève, dans le projet REP, on s'efforce au travers de l'intervention d'éducateurs sociaux de l'Office de la jeunesse d'apporter un soutien éducatif auprès des familles grâce à des rencontres organisées aussi bien à l'école qu'à domicile. Le projet *Sac d'histoires*, pour sa part, tend à faire des parents un partenaire de l'école à part entière en leur donnant l'occasion de se lancer dans des activités de lecture et de jeu autour du livre en partant de leur langue d'origine.

L'intégration des cours de langue et de culture d'origine (CLCO) et la collaboration avec les enseignants de cours de langue et de culture d'origine (ELCO)

Un axe important des projets présentés réside dans l'intégration des CLCO à la grille horaire et dans la mise en place de formes de collaboration entre ELCO et l'équipe éducative. Les CLCO qui répondaient au départ à l'objectif de préparer les jeunes à leur retour dans le pays d'origine ont vu leur but être progressivement modifié: d'abord maintien des liens avec la culture d'origine puis, depuis quelques années, élément d'une offre plurilingue au service de la diversité linguistique et culturelle.

A promouvoir: le partenariat avec les parents migrants

© Philippe Martin

Divers projets ont été menés en vue de favoriser une meilleure intégration de ces cours à l'enseignement en organisant les CLCO sur le temps scolaire, sur une plage réservée à leur effet. L'intégration des CLCO peut également passer par l'ouverture de ces cours à l'ensemble des élèves, indépendamment de la langue d'origine des élèves. Une expérience intéressante allant dans ce sens a été menée dans les années 90 à La Chaux-de-Fonds où l'enseignement en connaissance de l'environnement a été offert en italien à l'ensemble des élèves de 4e et de 5e année d'une école sur une base volontaire. Dans le canton de Genève, les enseignants de CLCO des principales langues participent aux projets EOL et Intégration que nous venons de présenter.

L'intégration des CLCO passe également par une redéfinition et un élargissement du rôle des ELCO dans l'établissement. Dans plusieurs projets menés dans les cantons de Zurich et Bâle-Ville, les ELCO interviennent auprès de l'ensemble des élèves dans le cadre de séquences d'enseignement menées en commun avec l'enseignant régulier (team-teaching). Dans le projet *Sprach- und Kulturbrücke*, ils encadrent également des petits groupes d'élèves allophones en cherchant à leur apporter un soutien aussi bien dans leur langue d'origine que dans la langue d'enseignement.

L'expérience vaudoise que nous venons de présenter a mis en évidence la difficulté à établir une meilleure collaboration entre enseignants réguliers et ELCO; plus encore, elle a montré une diminution en cours d'année de la disponibilité des enseignants à collaborer avec des ELCO au fur et à mesure des problèmes rencontrés. Les résultats de cette expérience ont mis en évidence plus généralement que le projet d'assurer une meilleure intégration des CLCO doit faire face à un grand nombre de réticences ayant trait notamment au statut des langues concernées, au rapport de concurrence avec la langue de scolarisation et les autres disciplines ainsi qu'aux craintes des familles de voir leurs enfants marginalisés (G. Gieruc, 2007. Quelle place pour l'allophonie et la diversité culturelle à l'école? URSP).

© Gianni Ghiringhelli

La question des élèves allophones à l'école appelle de nouvelles pratiques d'enseignement

Des projets à plus grande échelle menés tant à Zurich, Bâle-Ville et Genève montrent toutefois la possibilité, sur la durée, de résoudre ces difficultés et de modifier les représentations qui font souvent obstacle au développement de tels projets. Ils mettent également en évidence que le succès de la collaboration entre ELCO et enseignants de classes régulières réside pour l'essentiel dans son caractère volontaire ainsi que dans la reconnaissance réciproque entre enseignants et la confiance mutuelle dans les compétences et les méthodes des uns et des autres.

Favoriser une meilleure collaboration entre corps enseignant des classes régulières et des CLCO implique notamment la mise en place d'actions communes de formation, l'instauration d'espaces de collaboration ainsi que la convergence autour d'objectifs pédagogiques et d'instruments communs. On peut signaler à ce propos la démarche intéressante instaurée dans le canton de Zurich et qui a conduit au terme de 5 années de travail entre représentants du Département de l'éducation et enseignants et responsables des principaux CLCO à définir un *Plan d'études cadre commun pour les cours de langue et de culture d'origine*, favorisant ainsi une meilleure convergence entre le programme officiel (notamment au niveau de l'enseignement de la langue de scolarisation) et les contenus et objectifs des cours de langue et de culture d'origine. Ce plan d'études cadre comprend un certain nombre de principes directeurs et d'objectifs généraux visant à placer les CLCO dans une perspective interculturelle; il précise également comment favoriser la collaboration avec les enseignants de classes régulières (notamment au travers d'une conception commune de l'évaluation) et promouvoir le travail avec les parents. Notons que le canton de Bâle-Ville utilise également ce document.

Conclusion

En nous appuyant sur une série de projets menés en Suisse, nous avons cherché à montrer que la question des élèves allophones à l'école ne se limite pas à la seule dimension du problème (ou des problèmes) auquel l'enseignant doit faire face dans son quotidien. Elle appelle de nouvelles pratiques d'enseignement, un travail plus collectif, une mise en commun d'expériences entre enseignants, entre écoles et entre cantons (d'où la nécessité de la mise en place de réseaux), la mise en place de collaboration avec les HEP et les universités afin de favoriser le développement des pratiques d'enseignement et des formes d'organisation des établissements (avec notamment une meilleure répartition des rôles, l'accroissement des profils de compétences, etc.). •